

DE QUELQUES AFFAIRES

Réflexions sur le procès ministère

(1^{re} partie)

Par Zineddine Sekfali



L'Histoire de certains pays est remplie de meurtres et d'assassinats, dont les victimes sont dans la plupart des cas des personnalités de haut rang ayant exercé des emplois supérieurs au sein de l'Etat, ou des fonctions politiques ou des mandats électifs nationaux. Ces crimes de sang, souvent commis dans des conditions dramatiques, ont en point commun d'avoir provoqué, en leur temps, de profondes ondes de choc à travers les

du MTLD, ce militant exalté de la cause nationale et homme politique avisé fut notamment ministre d'Etat du GPRA et à l'Indépendance, député, secrétaire général et trésorier du FLN. Il a été tué alors qu'il prenait place ou descendait de son véhicule automobile, garé devant son lieu de résidence, à Madrid, où il s'était réfugié, après être passé dans l'opposition contre le régime en place. L'auteur de l'assassinat n'a jamais été formellement iden-

La première affaire est celle de l'assassinat de Mohamed Khemisti, ministre des Affaires étrangères, agressé le 25 avril 1963 à l'aide d'une arme à feu par un individu, alors qu'il sortait de l'Assemblée nationale. La victime a succombé à ses blessures, le 4 mai 1963, à l'hôpital. L'agresseur du ministre, un journaliste du quotidien *Le Peuple*, nommé Mohamed Zenadi, fut arrêté sur place. Traduit en justice, il a été condamné à mort par le Tribunal criminel populaire d'Alger.

pays concernés et suscité, au-delà d'un sentiment d'inquiétude, des réactions de réprobation quasi générale et des questionnements souvent restés sans réponses satisfaisantes. C'est en cela qu'elles sont des affaires criminelles exceptionnelles et hors normes.

En Algérie, de telles affaires, il s'en est, hélas, produit d'avril 1963 à février 2010 au moins une douzaine, ce qui est déjà en soi quelque chose d'exceptionnel.

Les 12 affaires hors normes.

Brefs rappels

Classées ci-après par ordre chronologique, on constate que cinq affaires ont eu lieu entre 1963 et 1987, que six se sont produites durant la décennie noire, précisément entre 1992 et 1997, et que la dernière affaire criminelle d'envergure a eu lieu après une période de répit de plus de dix ans.

1- La première affaire est celle de l'assassinat de Mohamed Khemisti, ministre des Affaires étrangères, agressé le 25 avril 1963 à l'aide d'une arme à feu par un individu, alors qu'il sortait de l'Assemblée nationale. La victime a succombé à ses blessures, le 4 mai 1963, à l'hôpital. L'agresseur du ministre, un journaliste du quotidien *Le Peuple*, nommé Mohamed Zenadi, fut arrêté sur place. Traduit en justice, il a été condamné à mort par le Tribunal criminel populaire d'Alger.

Cette affaire, presque oubliée aujourd'hui, avait provoqué à l'époque un choc violent dans l'opinion publique nationale. En effet, les Algériens, encore tout occupés à célébrer la paix rétablie et l'indépendance recouvrée, découvraient subitement que l'insécurité perdurait et que la stabilité du pays restait aléatoire. Quelques mois après, la peine de mort fut commuée en réclusion criminelle à perpétuité. Au plus haut niveau de l'Etat, on avait laissé entendre que ce crime procédait d'un dépit amoureux. L'épouse du défunt, moudjahida et députée, n'a cependant jamais cessé de contester cette version des faits. D'autres rumeurs plus folles les unes que les autres ont de nouveau circulé, lorsque le condamné a été trouvé pendu dans sa cellule à la prison de Sarkadji, au lendemain du 19 juin 1965 !

2- Le 3 janvier 1967, à Madrid (Espagne), fut assassiné Mohamed Khider, à l'aide d'une arme à feu. Ancien membre de l'Etoile nord-africaine, du PPA,

tifié. Il semblerait que la justice espagnole ait décidé de classer l'affaire au motif que les investigations entreprises n'ont pas abouti à déterminer avec certitude l'identité de l'assassin.

Il convient de rappeler que le défunt Mohamed Khider avait annoncé en août 1964 avoir mis les fonds du FLN, soit 50 millions de francs suisses déposés à la Banque commerciale arabe (BCA) de Genève (Suisse), à la disposition de certains partis d'opposition, notamment le FFS et le PRS. Après plusieurs années de tractations entre les autorités algériennes et les ayants droit du défunt, ces capitaux ont été transférés à la Banque algérienne du commerce extérieur (Bace) dont le siège est à Genève.

3- Le 25 avril 1968 eut lieu une tentative d'assassinat avec arme à feu contre le président Boumediène, alors président du Conseil de la Révolution. Cela s'est passé au moment où il quittait, en voiture, le Palais du gouvernement. Les auteurs postés en embuscade près de cet édifice gouvernemental étaient pour la plupart des agents du Corps national de sécurité (CNS). Un chauffeur du ministère de la Justice devait assurer leur fuite, en utilisant un véhicule de service de ce département ministériel. Deux agresseurs ont été abattus sur place par la garde présidentielle et deux à trois autres individus, également membres du commando, ont été rapidement arrêtés. Renvoyés devant la Cour révolutionnaire siégeant à Oran, ils ont été condamnés à des peines à la hauteur de la gravité de leurs actes. Cette tentative d'assassinat était bien évidemment liée au putsch avorté du 14 décembre 1967, au cours duquel des unités de l'ANP, lourdement armées, avaient marché sur Alger, à partir de Médéa, d'El-Asnam (Chlef) et de la base militaire du Lido. Le putsch s'est terminé dans un bain de sang et dans la débandade, aux environs du pont de Bouroumi, sur la route d'El Affroun-Mouzaïa.

4- Le 18 octobre 1968, on découvrait dans une chambre d'hôtel à Frankfurt (Allemagne) le corps sans vie de Krim Belkacem, ancien colonel de l'ALN, ancien membre du CEE, du CNRA, ancien vice-président du GPRA, ancien ministre des Forces armées et signataire des Accords d'Evian. Il avait pris le maquis en 1948 et fut condamné à mort à deux reprises par

les tribunaux militaires français. Passé dans l'opposition en 1965, il avait créé avec ses amis un parti politique, le MDR, qui activa dans la clandestinité. Les actions menées par les militants et activistes de ce mouvement lui ont valu des poursuites pénales et une condamnation à mort par contumace. Selon certains amis étrangers du défunt, mis au courant par la police allemande de Frankfurt qui a procédé à une enquête sur son assassinat, la victime aurait été anesthésiée puis tuée par strangulation. Krim Belkacem s'était rendu à Frankfurt la veille de son assassinat, à la suite d'une communication téléphonique qu'il avait reçue à Genève, selon ces mêmes témoins. Les criminels n'ont jamais été formellement identifiés. On ignore à ce jour si une instruction judiciaire a été ouverte par les autorités allemandes compétentes et, dans l'affirmative, quelle suite lui a-t-elle été réservée. Les restes de la dépouille mortelle de Krim Belkacem ont été transférés en Algérie en 1984.

5- Le 7 avril 1987 eut lieu à Paris l'assassinat par balle de l'avocat Ali Mecili, ancien membre du Malg puis de la SM. La victime était membre du FFS, parti politique alors interdit. Le 10 avril 1987, la justice française a ouvert une information pour homicide volontaire. La procédure a été clôturée 27 ans après, par un non-lieu. Entre-temps, le dossier avait connu de multiples péripéties, parmi lesquelles il convient de citer : l'expulsion en urgence de France vers l'Algérie d'un Algérien suspecté d'avoir trempé dans l'homicide en question, l'interpellation d'un diplomate algérien à son arrivée à Marseille et sa mise sous mandat de dépôt durant quelques jours. Le dossier changea de mains à plusieurs reprises ; pas moins en effet de quatre juges d'instruction français s'en sont occupés. Cette affaire a sérieusement affecté les relations algéro-françaises, et un pic de tension a été enregistré à la suite de l'interpellation du diplomate algérien et de son placement sous mandat de dépôt, du cafouillage qui s'est produit au sujet de son identité, mais aussi

Le 7 avril 1987 eut lieu à Paris l'assassinat par balle de l'avocat Ali Mecili, ancien membre du Malg puis de la SM. La victime était membre du FFS, parti politique alors interdit. Le 10 avril 1987, la justice française a ouvert une information pour homicide volontaire. La procédure a été clôturée 27 ans après, par un non-lieu. Entre-temps, le dossier avait connu de multiples péripéties, parmi lesquelles il convient de citer : l'expulsion en urgence de France vers l'Algérie d'un Algérien suspecté d'avoir trempé dans l'homicide en question, l'interpellation d'un diplomate algérien à son arrivée à Marseille et sa mise sous mandat de dépôt durant quelques jours.

suite aux déclarations intempestives et embrouillées faites à propos de cette affaire par d'ex-officiers algériens du renseignement, transfuges réfugiés à l'étranger. De guerre lasse, la procédure a été clôturée par une ordonnance de non-lieu prise le 17 novembre 2014, confirmée en appel le 10 septembre 2015 par la Chambre d'accusation de la Cour de Paris.

6- Le 29 juin 1992, le président Boudiaf fut assassiné sous les caméras de l'ENTV, alors qu'il prononçait un discours devant des cadres, à Annaba. Lembarek Boumaaraoui, l'auteur des tirs mortels, était un jeune officier de l'ANP, membre d'une unité en

charge de la protection rapprochée du Président. Il a été arrêté par la police dans un immeuble d'habitation situé à proximité du lieu de l'attentat.

Il a été jugé et condamné à mort le 4 juin 1995 par le Tribunal criminel d'Alger. On ignore si le condamné s'est pourvu en cassation ou s'il a bénéficié d'une grâce. En fait, un lourd silence, troublé cependant de temps à autre par les déclarations de certains membres de la famille du défunt, est tombé sur cette affaire.

7- Le 13 février 1993, à El-Biar, dans la matinée, un fourgon piégé explosait au passage du véhicule automobile transportant le général Khaled Nezzar, alors ministre de la Défense et membre du HCE. Cette tentative d'assassinat n'a fait aucune victime. Il semble depuis cette date qu'aucune information n'a été rendue publique au sujet de cette tentative d'assassinat qui, si elle avait réussi, aurait probablement plongé l'Algérie dans des troubles sanglants encore plus graves que ceux qu'elle avait connus jusque-là.

8- Le 21 août 1993, vers 19h, à Bordj El-Bahri (Alger), le véhicule transportant Abdallah Khalef, plus connu sous le pseudonyme de Kasdi Merbah, fut pris sous un feu nourri d'armes automatiques. Kasdi

Merbah y perdait la vie, en même temps que son fils, son frère, son chauffeur et son garde du corps, qui étaient en sa compagnie, dans le même véhicule. Rappelons que Kasdi Merbah a été durant la guerre de libération un membre important du Malg. Il fut pendant plus de quinze ans le chef incontesté de la Sécurité militaire (SM). Il a exercé à partir de 1979 plusieurs fonctions ministérielles et fut chef du gouvernement d'octobre 1988 à septembre 1989. Après l'instauration du multipartisme en 1989, il créa un parti politique, le Majd.